

La gauche réclame des moyens afin de mettre en place le RSA

Social

AU 1^er JUIN, entre 60 000 et 70 000 habitants des Hauts-de-Seine seront éligibles au revenu de solidarité active (RSA) qui remplacera le RMI (21 000 bénéficiaires) et l'allocation parent isolé (3 000 allocataires) et sera également versé à environ 33 000 salariés à revenus modestes. « Cette responsabilité nécessite des moyens supplémentaires pour accueillir et accompagner les allocataires », s'inquiètent les élus socialistes des Hauts-de-Seine, qui ont dénoncé hier la politique du conseil général, l'accusant de se décharger de cette mission sur la Caisse d'allocations familiales et les centres communaux d'action sociale, sans leur donner les moyens de faire face à cette lourde tâche.

« Pas d'augmentation de charges pour les villes »

« Le conseil général des Hauts-de-Seine ne répond pas à l'urgence sociale et transfère ses compétences sur les communes », tonne le groupe communiste de son côté. Quant à Vincent Gazeilles, conseiller général vert, il a écrit à Patrick Devedjian pour demander un soutien financier du département aux CCAS « à hauteur de 15 € par dossier, soit 50 % du coût de traitement ».

Répondant à cette salve de critiques, le conseil général assure qu'il « ne prendra en charge que l'allocation des 24 000 bénéficiaires actuels des minima sociaux (RMI et API). Les crédits accordés aux 33 000 travailleurs supplémentaires sont financés par l'Etat ». Il rappelle que la loi impose aux CCAS d'instruire les dossiers de RMI. Les 24 000 éremistes étant automatiquement basculés sur les listings RSA, « contrairement à ce qui est indiqué par l'opposition il, il n'est donc pas réalisé d'augmentation de charge », assurent les services du conseil général.

« Par contre, certaines communes, en refusant de poursuivre leurs missions à travers leurs CCAS, manifestent leur volonté de se désengager de l'action sociale. » Si, dans les Hauts-de-Seine, les élus de gauche se tournent vers le conseil général « du département le plus riche de France » pour qu'il mette la main à la poche, la polémique sur la mise en place du RSA prend une autre tournure dans le département voisin de Seine-Saint-Denis. Là, Claude Bartolone, président PS du conseil général, demande 420 000 € à l'Etat pour le département et les villes, afin de faire face à l'afflux de 60 000 nouveaux allocataires.

Florence Hubin

Tous droits réservés :Le Parisien

90B46E08A66CA79CD86C5AAB9EDB496EFD94805